

CEC

Centre d'Echange et de Compensation asbl

Arrondissement judiciaire de Bruxelles

TVA BE 0414.509.011



Rue d'Arlon 82
B-1040 Bruxelles

Rapport annuel 2015

TABLE DES MATIERES

| | |
|---------------------------------|----|
| EVOLUTION GÉNÉRALE | 5 |
| EVOLUTION PAR TYPE D'OPÉRATIONS | 6 |
| COÛTS | 12 |
| ACTIVITÉS 2015 | 12 |
| PERSPECTIVES 2016 | 14 |
| NOTRE PARTENAIRE STET | 17 |

ANNEXE STATISTIQUE

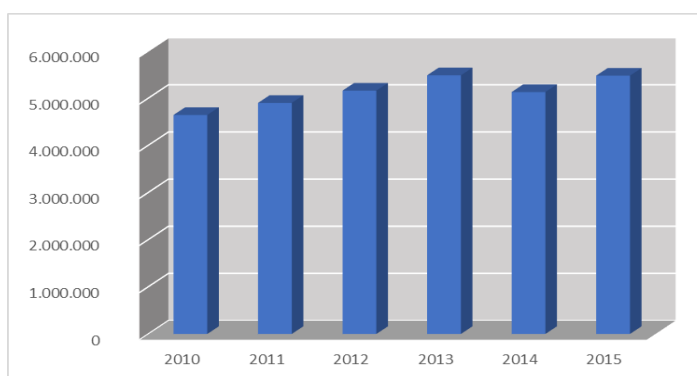
| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Evolution du nombre d'opérations traitées | 18 |
| Tableau 2 : Evolution des montants traités | 19 |
| Tableau 3 : Volumes traités par catégorie d'opérations | 20 |
| Tableau 4 : Montants traités par catégorie d'opérations | 21 |
| Tableau 5 : Aperçu 2015 – Volume des opérations et montants par type de produit | 22 |
| Tableau 6 : Répartition des opérations remises et reçues | 23 |
| Tableau 7 : Définition des catégories statistiques | 24 |

EVOLUTION GENERALE ¹

Au cours de l'année 2015, le CEC a traité 1.402.218.076 opérations, contre 1.272.233.062 en 2014. La hausse de 10,2 % résulte d'une légère augmentation du volume des transactions par carte, mais s'explique surtout par la finalisation du lancement phasé du traitement des opérations SDD (SEPA Direct Debit) sur la plate-forme CEC/STET. Cette migration vers la plate-forme STET a démarré le 17 novembre 2014 et a été finalisée en mai 2015.

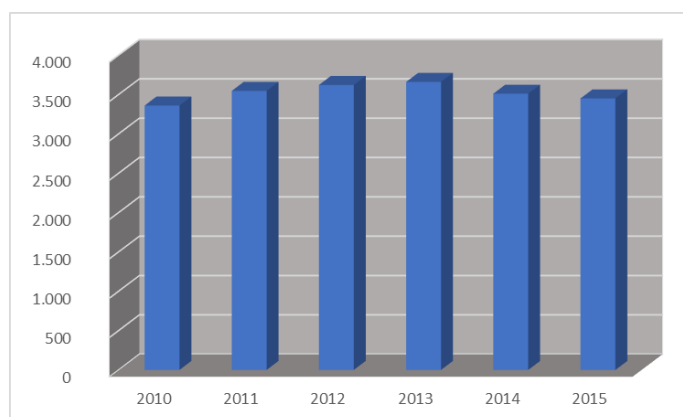
La moyenne journalière a été de 5.477.414 opérations. Pour calculer cette moyenne, il a été tenu compte en 2015 du calendrier Target2 et de ses jours d'ouverture (256 jours de traitement - calendrier européen appliqué dès le départ pour le traitement des opérations SDD). Pour 2014, c'est le calendrier belge qui avait été utilisé pour faire ce calcul (248 jours ouvrables).

Nombre journalier moyen d'opérations traitées



L'année 2015 a vu le total des capitaux relatifs aux opérations échangées atteindre 883.410.752.778 EUR, ce qui représente une hausse de 1,46 %. En moyenne journalière, cela correspond à 3,45 milliards EUR. Comme pour les volumes, cette moyenne journalière est calculée pour 2015 sur base de 256 jours de traitement, contre 248 jours en 2014.

Montant journalier moyen traité (en millions d'EUR)



¹ Voir tableaux 1 et 2 en annexe.

Le volume le plus important d'opérations traitées a été atteint le 7 avril 2015, l'on a ainsi noté 12.803.151 transactions pour un montant de 6.283.786.764,53 EUR. Le montant total le plus élevé d'opérations traitées sur une base journalière, qui était de 7.017.710.429 EUR, a été noté le 29 juin 2015. Fin 2015, 58 institutions participaient directement ou indirectement au CEC. Comme le montre le tableau ci-dessous, elles se répartissaient en 13 adhérents (DP = Direct Participant), 43 sous-adhérents (IP = Indirect Participant) et 2 sous-adhérents ayant un accès technique direct (IPDTA = Indirect Participant with Direct Technical Access).

| | Adhérents DP | Sous-adhérents IP | Sous-adhérents IPDTA |
|----------------------------|--------------|-------------------|----------------------|
| | 31/12/2015 | 31/12/2015 | 31/12/2015 |
| • Établissements de crédit | | | |
| - de droit belge | 12 | 18 | |
| - de droit étranger | 1 | 25 | |
| <i>(dont UE)</i> | (1) | (22) | |
| ♦ Autres institutions | | | 2 |
| Total | 13 | 43 | 2 |

EVOLUTION PAR TYPE D'OPERATIONS ²

Depuis 2014, il doit être tenu compte de la décision prise lors de la migration SEPA, de ne plus, dans le cadre de l'échange interbancaire, prévoir pour les transactions de code d'identification distinct au niveau le plus détaillé. Cette limitation contribue à l'évolution suivante.

En ce qui concerne les opérations (de débit et de crédit) liées à l'utilisation tant de cartes de débit que de crédit, on a assisté ces dernières années à d'importants changements dans les processus. Ceux-ci ont pour effet qu'au niveau de l'échange interbancaire, il n'est plus pertinent et/ou représentatif d'évaluer les évolutions et de tirer des conclusions. Les volumes identifiés par catégorie et code nature indiquent encore le nombre d'opérations échangées via la chambre de compensation mais ne donnent en aucun cas les volumes de transactions par carte. Au niveau de l'échange interbancaire, la migration vers l'OLTB (OnLine To the Bank) a par exemple eu pour effet que les opérations de débit liées aux POS et ATM ne sont plus distinguables les unes des autres en raison de l'absence de codes d'identification distincts (voir supra). Par ailleurs, la migration des terminaux de paiement vers les standards SEPA a pour conséquence que l'opération de crédit qui est transmise par la chambre de compensation à la banque du commerçant est le résultat d'une globalisation de plusieurs opérations de crédit sous-jacentes en faveur de ce commerçant. L'inscription au crédit de et le reporting en direction du commerçant par sa banque elle-même se fait conformément aux accords commerciaux entre les deux parties, soit de manière globalisée, soit de manière individuelle. Cette opération se base sur les données échangées par les processeurs de cartes avec

² Voir tableaux 3, 4, 5 et 7 dans l'annexe.

chaque banque individuellement, et ce, pour ses clients propres. Le même processus de globalisation est appliqué pour les opérations de débit dans le cadre desquelles chaque banque reçoit une opération de débit dont le montant est un montant global correspondant à plusieurs opérations de débit sous-jacentes de payeurs individuels (clients) de la banque. Tout comme pour les opérations de crédit, les détails sont réglés par l'échange de données directes avec chaque banque individuellement. Les opérations sous-jacentes ne sont par conséquent plus échangées via la chambre de compensation. Ces processus modifiés sont aussi, outre le OLTB, la conséquence des migrations vers le standard EMV (une nouvelle norme technique pour les cartes de paiement intelligentes, les terminaux de paiement et les guichets automatiques qui soutiennent cette norme – L'abréviation EMV signifie [Europay](#), [MasterCard](#), et [Visa](#), les trois entreprises à l'origine de cette norme).

Afin de voir l'impact de ces modifications au niveau des processus de traitement, les évolutions pour cette année se retrouvent encore dans les tableaux 3 et 4 en annexe, avec les codes internes et la légende allant de pair qui correspondent aux noms des produits tels que mentionnés au tableau 7.

| Répartition 2015 | | | | |
|-----------------------|---------|---------------------------------|---------------------|--------------------------------|
| Virements | Chèques | ATM/POS | Domiciliations | Autres |
| Virements papier | Chèques | Terminaux points de vente (POS) | Recouvrements DOM80 | Versements |
| Virements automatisés | | Guichets automatiques (ATM) | SDD | Contreparties opérations carte |
| SCT | | | | Cartes prépayées (PROTON) |
| SCT R | | | | Chèques impayés |
| | | | | Opérations carte de crédit |
| | | | | Remboursements DOM80 |
| | | | | Impayées DOM80 |
| | | | | SDD R |
| | | | | SDD C |

Pour plus de détails individuels concernant les opérations par carte, il y a lieu de se référer au rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique.

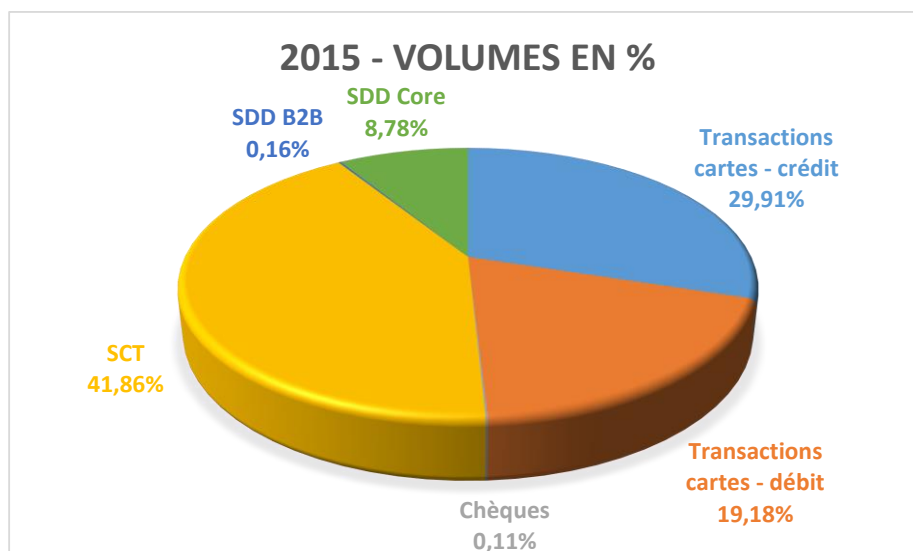
VOLUMES

La migration vers le SEPA s'est achevée au 1^{er} avril 2014. Depuis cette date, les types d'opérations suivants ne sont donc plus identifiables individuellement : virements papier, versements et virements automatisés. Depuis la mise en place du SEPA, leurs volumes ont été intégrés dans les volumes des virements SEPA (SCT et SCT R).

Le nombre total de virements a augmenté de 1,77 %.

Concernant les volumes des opérations de débit, la tendance à la baisse du nombre de chèques traités est plus prononcée que les années précédentes (-25,46%).

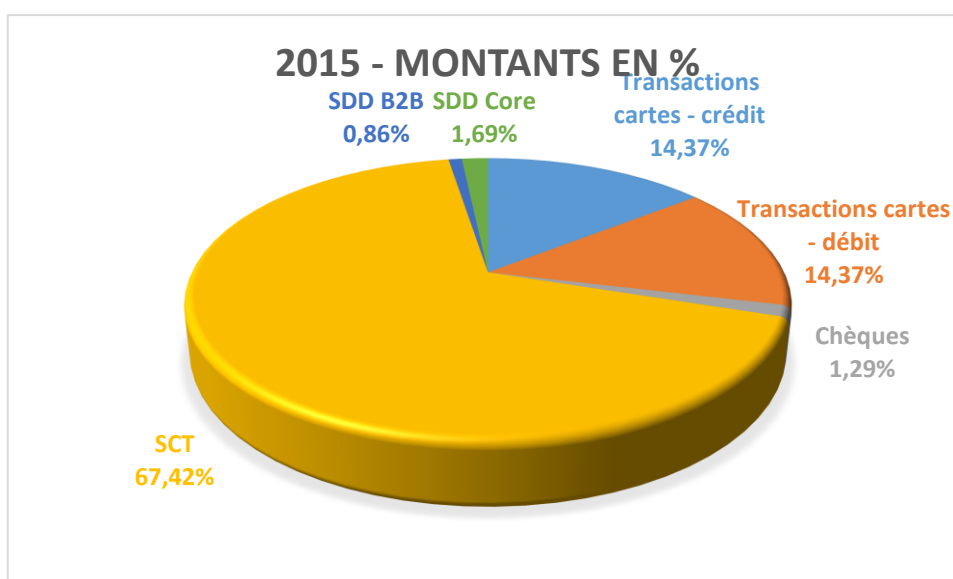
Les recouvrements (opérations SDD - SEPA Direct Debit) n'ont migré totalement vers la plate-forme CEC/STET que depuis mai 2015.

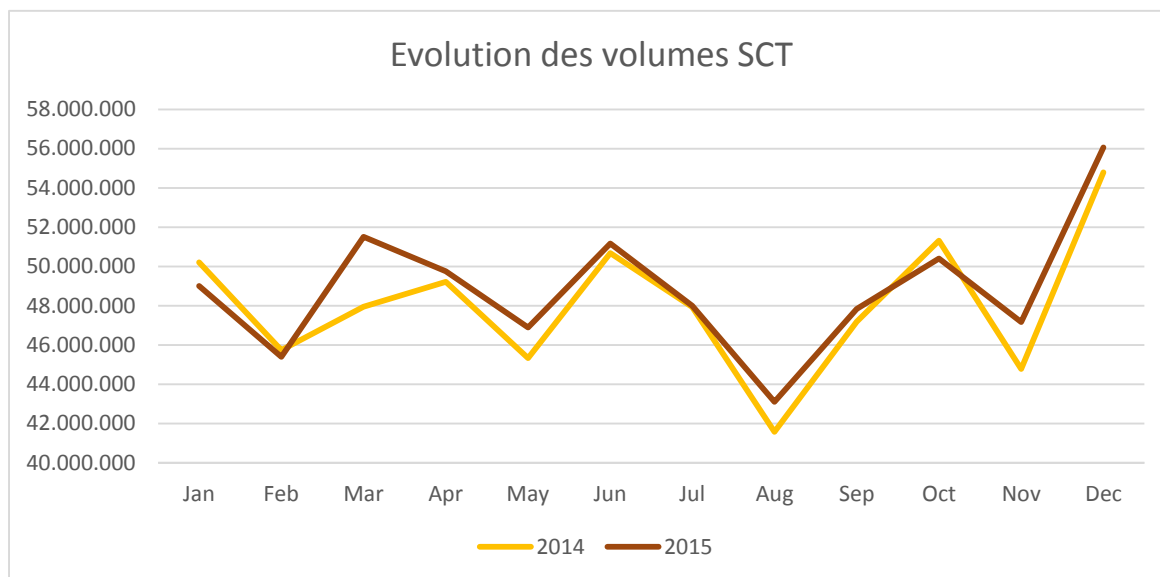
Volumes traités par type d'opérations (tableau 5 en annexe)**MONTANTS**

Si le nombre total de virements a augmenté de 1,77 %, le montant traité a progressé de 3,17 %. Les montants traités dans le cadre du volet crédit des opérations par carte ont baissé de 5,86 %.

La diminution des montants traités par chèque est encore supérieure à celle du volume et s'élève à 45,67 %.

La comparaison avec 2014 pour l'évolution des montants traités dans le cadre des recouvrements SDD n'est pas possible car la migration des opérations SDD vers la plate-forme CEC n'a été finalisée intégralement qu'en mai 2015.

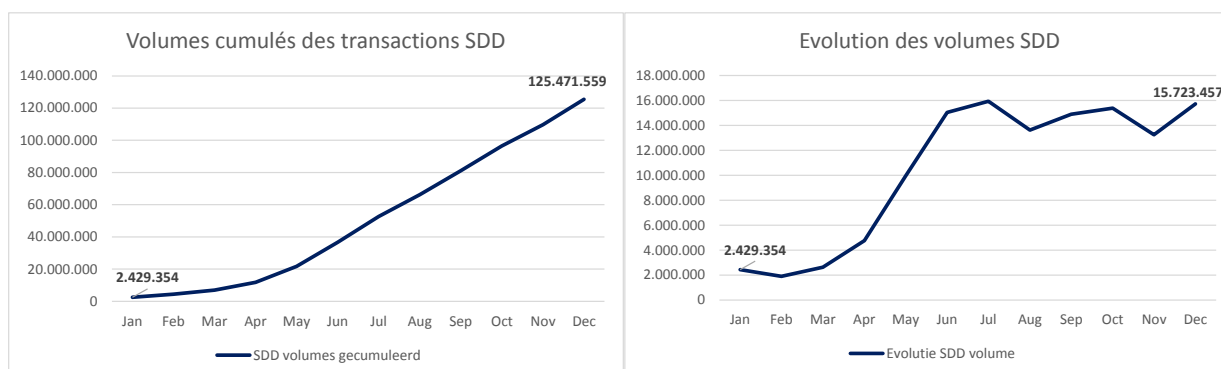
Montants traités par types d'opérations (tableau 5 en annexe)

Zoom sur certaines évolutions :**Evolution des SEPA Credit Transfers**

Le nombre total des SEPA Credit Transfers traités s'est élevé à 586.245.562, ce qui correspond à une augmentation du nombre de virements interbancaires de 1,77%. Le montant traité en 2015 représentait 595.157.830.514,13 € EUR. Le nombre d'opérations Return a été de 654.738 soit 0,11% pour un montant de 477.809.054. € EUR, c'est-à-dire de 2,8%.

Evolution du nombre d'opérations SEPA Direct Debit

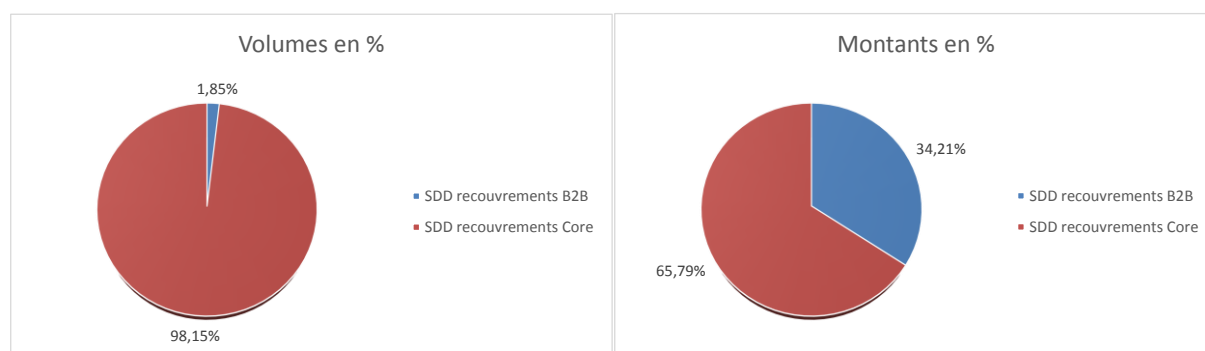
La migration des opérations SEPA Direct Debit (SDD) vers la plate-forme CEC/STET a démarré le 17 novembre 2014. Cette migration s'est déroulée par phases et a été finalisée en mai 2015. Voici ci-dessous l'évolution du volume (SDD + R-SDD, SDD Core + SDD B2B). Le nombre total d'opérations traitées en 2015 s'est élevé à 125.471.559 pour un montant de 22.478.894.287 EUR. Le nombre de recouvrements a été de 119.135.912 pour un montant de 21.370.957.923 EUR dont 2.209.290 recouvrements, soit 1,85% dans le schéma B2B pour un montant de 7.311.601.670 EUR, soit 34,2%. Le volume des opérations R-SDD a été de 6.324.422, soit 5,3%.



L'on s'attend à ce que le volume des opérations SDD via CEC/STET en 2016 soit, selon les estimations, supérieur de 60 millions d'opérations lorsque la production couvrira une année complète.

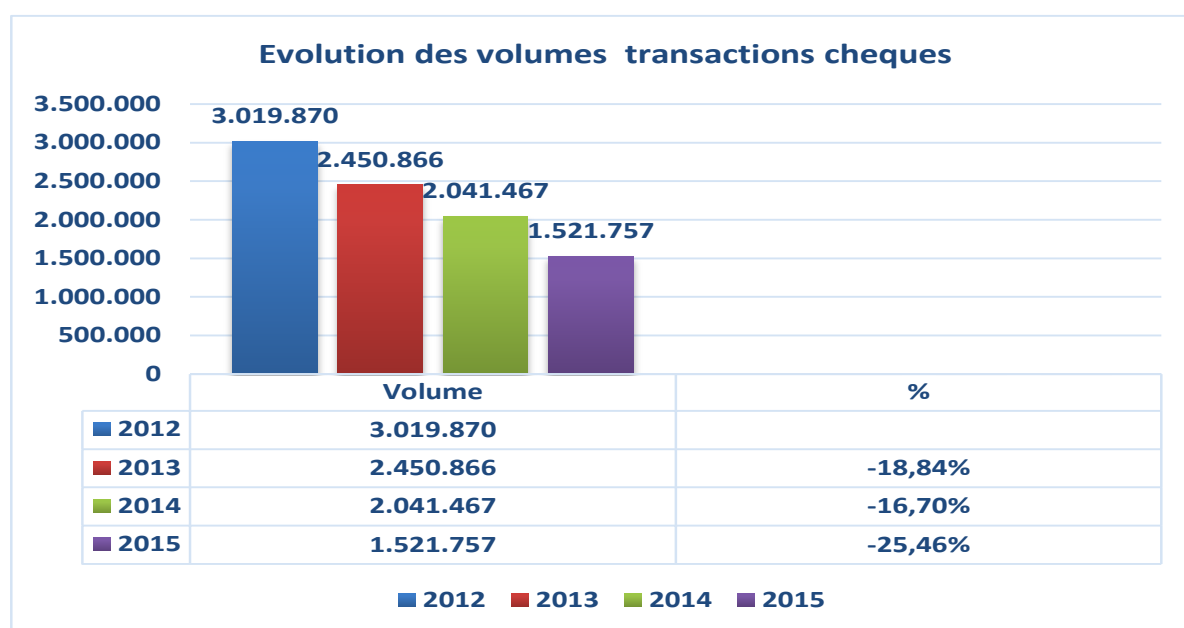
Si la tendance au niveau du volume des recouvrements se poursuit, l'on peut s'attendre à une croissance d'environ 5% en 2016.

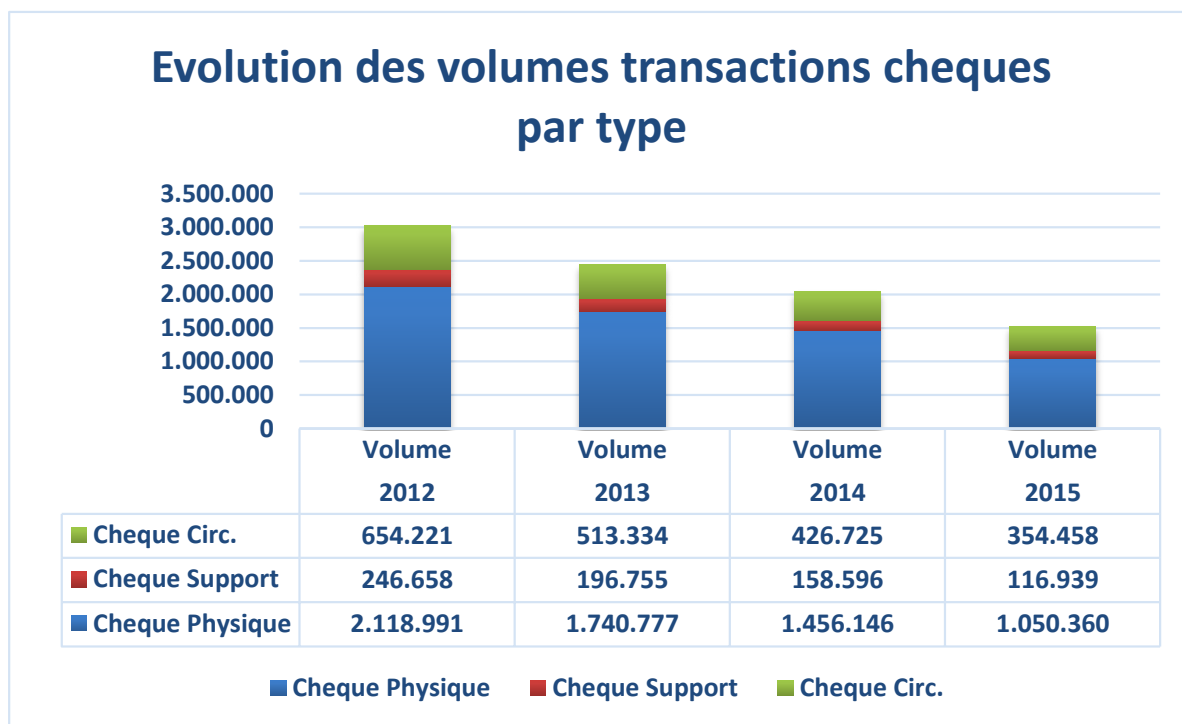
Rapport SDD Core – B2B :



Evolution du nombre d'opérations par chèques

Le volume des opérations par chèque a continué à baisser considérablement. La tendance s'est encore accentuée en 2015 en raison de l'utilisation par les notaires SEPA Credit Transfers au lieu de chèques. Les clients qui optent toujours pour le chèque en tant qu'instrument de paiement et les circonstances particulières/commerciales y afférentes continuent de faire l'objet d'initiatives visant l'utilisation de systèmes de paiement alternatifs existants.





En pourcentage, cela signifie :

Chèques physiques : - 16,35 % (contre – 17,85 % année précédente)

Chèques sur support : - 19,39 % (contre – 20,23 % année précédente)

Chèques circulaires : - 16,87 % (contre – 21,54 % année précédente)

Nouveau service: SEDUS

Brève description du service:

Le service SEDUS est principalement utilisé pour l'échange interbancaire d'images de chèques qui répondent à des critères bien définis.

Le service est également utilisable pour l'échange de fichiers entre les adhérents, et ce de manière sécurisée. L'échange peut être réalisé soit manuellement via une application webbrowser avec upload et download, soit via échange automatisé. Le routage est basé sur une table de routage gérée à un niveau central qui utilise le numéro de protocole tant de la banque expéditrice que destinataire, à déduire du nom de fichier des fichiers échangés.

Depuis le 30 mars 2015, l'échange des fichiers se fait via une plate-forme Extranet chez STET.

Depuis cette date, 16.832 fichiers ont été échangés (envoyés) entre 14 banques adhérentes directes de la plate-forme SEDUS. Dans la mesure où ce volume est lié au volume des opérations par chèque, le nombre de fichiers continuera probablement de diminuer dans l'avenir.

COÛTS

En 2015, le budget du CEC ont dû être augmentés de 13,75%, soit de 428.416,70 EUR, en raison des coûts du projet de migration du service SEDUS vers une nouvelle plate-forme CEC/STET, du nombre d'opérations traitées plus élevé que prévu par les estimations, et d'un investissement dans l'analyse des besoins en "Instant Payments". Les coûts réels pour 2015 sont clôturés sur un montant de 3.513.155,95 EUR. Abstraction faite des coûts du service SEDUS et des coûts d'investissement pour les Instant Payments, le coût unitaire par opération en 2015 reste au même niveau qu'en 2014, à savoir de 0,24 centime d'euro (0,0024 EUR).

ACTIVITES 2015

◆ *Asbl CEC sur le net*

Le site www.cecbelgium.be est accessible au grand public, il reprend notamment un historique, les statuts, les rapports annuels et la liste des participants directs.

◆ *Migration des transactions SDD vers la plate-forme STET*

Le traitement des transactions SDD (Core et B2B) a été mis en production le 17 novembre 2014. La migration s'est déroulée par phase et s'est révélée être un succès pour la communauté CEC. Elle a été finalisée conformément au calendrier prévu en mai 2015.

◆ *Migration de la plate-forme technique SEDUS vers STET*

Le fournisseur de la plate-forme technique a définitivement mis un terme à son service le 15 avril 2015. STET a été retenu en 2014 pour la fourniture d'une plate-forme technique alternative présentant les mêmes fonctionnalités. La majeure partie du projet a été menée à bien en 2014, la migration a été finalisée le 30/03/2015 avec le démarrage de tous les membres adhérents au CEC sur la nouvelle plate-forme. Cette migration s'est déroulée sans encombre.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, la structure du contrat a été totalement adaptée, pour passer à un Service Contract entre le CEC et STET, et un Accession Agreement entre le CEC et chaque banque en tant qu'adhérent individuel, appelée dans ce cadre SEDUS Contractor. Sur la base d'une adaptation des statuts de l'asbl CEC, le service peut être et est entre-temps aussi utilisé par des non membres du CEC, à condition que ceux-ci satisfassent aux critères d'adhésion adéquats (voir statuts) et respectent les procédures arrêtées entre Contractors.

◆ *Evolution du CEC*

Le CEC s'est retrouvé, en tant que CSM (Clearing and Settlement Mechanism), sur un marché concurrentiel. L'abaissement des coûts d'accès début 2014 n'a pas eu pour effet d'attirer de nouveaux membres. Le coût unitaire des transactions n'a pas été influencé par l'augmentation des volumes traités et a tendance à se stabiliser. L'ambition de pouvoir offrir de nouveaux services aux membres fera l'objet de décisions stratégiques (voir Perspectives 2016).

PERSPECTIVES 2016

◆ *Transparence et Assessment CEC*

- ◆ Dans le cadre de la réglementation en matière de transparence, le CEC doit, en tant que “PIRPS” (Prominently Important Retail Payment System), publier sur son site internet ses tarifs et ses principales règles et procédures.
- ◆ Sur la base du “European Oversight Framework for Retail Payment Systems”, le CEC sera soumis à un assessment.

◆ *Release début avril 2016*

Le partenaire STET du CEC prévoit une release technique de la plate-forme en vue d'améliorations des services existants et de l'élargissement à de nouveaux services. Ceci fait partie du plan d'investissement stratégique du partenaire du CEC.

◆ *Release novembre 2016 avec les modifications / nouveaux services suivants :*

◆ *EPC SDD Rulebook change : mandatory, avec pour principales modifications :*

- ◆ Adaptation de la période d'échange pour les fichiers SDD Core avec passage de D-14 -> D-1 (à la place de D-5)
- ◆ Le contrôle du Sequence Type arrive à échéance

◆ *SCT Recall*

Le développement de cette fonctionnalité doit permettre aux banques/membres du CEC de récupérer de “manière automatisée” les doubles opérations du type SCT, les opérations qui ont déjà fait l'objet d'un échange et d'une compensation sur la plate-forme CSM.

◆ *Implémentation du calendrier Target2 pour le traitement des opérations SCT*

Comme c'est déjà le cas pour le traitement des opérations SDD, le calendrier Target2 (calendrier européen utilisé pour le traitement des opérations interbancaires) sera implémenté à partir de novembre 2016 pour le traitement des opérations SCT. Auparavant, c'est le calendrier belge pour les jours d'ouverture qui était utilisé. Cette mesure harmonise la politique commerciale des banques vis-à-vis de leurs clients dans le cadre du traitement des opérations SEPA.

◆ CEC 2018

Avec le partenaire STET du CEC, gestionnaire de la plate-forme opérationnelle et technique pour l'échange et la compensation, un Framework Contract a été conclu pour 5 ans jusqu'au 31/03/2018. Aux termes de ce contrat, il convient de prendre une décision, deux ans avant l'échéance, quant à la prolongation ou non de la relation et du contrat avec STET.

◆ Single Window

Objectif : la création pour les membres du CEC d'un point d'entrée unique pour l'échange d'opérations tant nationales que transfrontalières, avec un 'reach' aussi large que possible avec d'autres CSM potentiels. La mise au point de ce service avec le partenaire du CEC avait été approuvée en 2014 par le Conseil d'Administration du CEC. Des considérations supplémentaires (points de gouvernance, risques, ...) sont à l'origine du report (temporaire) du développement. Au final, le service "Single Window" fait partie du plan stratégique de notre partenaire STET. Le service est prévu sur la nouvelle plate-forme en développement au niveau de STET, plus précisément le SEPA.EU. Il est prévu que le service Single Window soit disponible sur cette plate-forme d'ici novembre 2017.

◆ SEPA.EU

Le partenaire STET du CEC développe une nouvelle plate-forme de traitement du nom de SEPA.EU, avec pour but de traiter à terme toutes les opérations SEPA des communautés et banques adhérentes. L'interopérabilité avec d'autres plates-formes CSM est garantie via cette nouvelle plate-forme. Le service "Instant Payments" sera également mis à disposition sur cette nouvelle plate-forme.

En 2016, l'on examinera de manière plus approfondie si et quand une migration des opérations SEPA vers la plate-forme SEPA.EU est à l'ordre du jour. Et l'on verra à quels services supplémentaires le CEC se connectera. Une connexion au SEPA.EU sera au plus tôt instaurée en 2018.

◆ Instant Payments

Dans une économie fonctionnant 24h/24 et 7j/7, les attentes des clients évoluent en phase avec leurs expériences. Internet et les smartphones permettent aux clients d'acheter des produits et services 24h/24 et 7j/7. Les clients s'attendent à ce que les systèmes de paiement suivent et sont attirés par les solutions alternatives (Apple, Google, Paypal, Amazon, ...) répondant à ce besoin. Une analyse approfondie de ce besoin, des services sous-jacents et des solutions possible a démarré fin 2014.

2015 a été l'année au cours de laquelle la notion d'"instant payments" a commencé à prendre une forme concrète, le projet étant largement stimulé par le EPC (European Payment Council) qui a entamé les travaux pour un SCT^{inst} rulebook. La BCE (European Central Bank) suit scrupuleusement les évolutions en la matière, ainsi que le développement d'une initiative européenne dans ce domaine.

En Belgique, le sujet est examiné par Febelfin. Le groupe de travail Instant Payments a travaillé à une note de vision concernant le possible lancement des instant payments en Belgique. Sur la base de cette note de vision, le FPC (Febelfin Payments Council) a décidé fin décembre 2015 de lancer un projet interbancaire afin d'examiner plus en détail les différents éléments (schéma, échange & compensation, liquidation et services supplémentaires). Un Project Manager a été désigné et le président du CEC participe à l'examen du projet dans le cadre du Steering Committee.

Un "Instant Payment" est défini comme suit : un ordre de paiement individuel qui est finalisé en quelques secondes, depuis son initiation par le donneur d'ordre jusqu'à l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire, ce, sur une base permanente (24h/24, 7j/7 et 365j/365). Les éléments distinctifs de ce nouvel instrument de paiement sont la finalité immédiate, la disponibilité et la visibilité des fonds pour le bénéficiaire. Les Instant payments sont une réponse potentielle de l'industrie des paiements à l'évolution du comportement du consommateur; ils permettent de mieux aligner les paiements sur l'économie 24/7/365. Ils offrent également une alternative efficace aux paiements en espèces et par chèques.

Le partenaire STET du CEC

Créé en 2004, STET possède depuis le 1^{er} janvier 2016 un actionnariat reposant sur 6 grandes banques françaises (BNP Paribas, BPCE, Crédit Agricole, Banque Fédérative du Crédit Mutuel, La Banque Postale et la Société Générale) et CB Investissements. STET se charge du traitement, du clearing et du dénouement pour la gamme complète d'instruments de paiement : SEPA et non SEPA, paiements par carte, retraits aux ATM, chèques, lettres de change et autres produits sur les marchés nationaux.

La plate-forme STET CORE pour les traitements des paiements, et qui est une plate-forme multi-CSM, a été conçue au départ d'une vision européenne, l'objectif étant de relever les défis auxquels les banques étaient confrontées en raison notamment de l'implémentation du SEPA. Parallèlement, elle sert de base pour d'autres évolutions et développements de nouveaux services et instruments de paiement.

La plate-forme CORE a été développée sur la base d'une architecture technique puissante et novatrice. Cette architecture permet de mettre en place un système extrêmement flexible capable de performances inégalées. L'objectif est de répondre ainsi aux besoins européens, en conservant une flexibilité suffisante pour pouvoir faire face, de manière rentable, aux évolutions au niveau du marché.

Les services de dénouement STET utilisent une plate-forme en temps réel pour tous les instruments de paiement. Cette plate-forme, dans sa configuration actuelle, a été conçue pour traiter 30 millions d'opérations par heure.

Le système STET's CORE(FR) est catalogué par l'Eurosystème comme SIPS (Systematically Important Payment System). Il est exploité selon les plus hautes exigences en matière de résilience et de solidité opérationnelle, compte tenu des attentes en la matière.

Tableau 1 : Evolution du volume d'opérations traitées

| Année | Total | Moyenne journalière | Croissance annuelle (%) |
|-------|---------------|---------------------|-------------------------|
| 1997 | 880.603.041 | 3.536.558 | +1,5 % |
| 1998 | 929.137.415 | 3.716.550 | +5,5 % |
| 1999 | 937.161.476 | 3.748.646 | +0,9 % |
| 2000 | 885.216.332 | 3.569.421 | -5,5 % |
| 2001 | 919.043.857 | 3.705.822 | +3,8 % |
| 2002 | 985.393.685 | 3.957.404 | +7,2 % |
| 2003 | 1.019.023.740 | 4.092.465 | +3,4 % |
| 2004 | 1.009.549.690 | 4.006.150 | -0,9 % |
| 2005 | 952.167.361 | 3.808.669 | -5,7 % |
| 2006 | 966.493.229 | 3.881.499 | +1,5 % |
| 2007 | 1.011.745.908 | 4.046.984 | +4,7 % |
| 2008 | 1.063.399.983 | 4.236.653 | +5,1 % |
| 2009 | 1.122.911.389 | 4.473.751 | +5,6 % |
| 2010 | 1.170.222.686 | 4.643.741 | +4,2 % |
| 2011 | 1.224.941.138 | 4.899.765 | +4,7 % |
| 2012 | 1.295.117.376 | 5.159.830 | +5,7 % |
| 2013 | 1.365.560.826 | 5.484.180 | +5,4 % |
| 2014 | 1.272.233.062 | 5.129.972 | -6,8 % |
| 2015 | 1.402.218.076 | 5.477.414 | +10,2 % |

Tableau 2 : Evolution des montants traités en millions d'euros

(en millions d'EUR)

| Année | Total | Moyenne journalière | Croissance annuelle (%) |
|-------|---------|---------------------|-------------------------|
| 1997 | 457.623 | 1.838 | +4,3 % |
| 1998 | 482.472 | 1.930 | +5,4 % |
| 1999 | 476.246 | 1.905 | -1,3 % |
| 2000 | 484.383 | 1.953 | +1,7 % |
| 2001 | 508.439 | 2.050 | +5,0 % |
| 2002 | 530.961 | 2.132 | +4,4 % |
| 2003 | 552.283 | 2.218 | +4,0 % |
| 2004 | 584.779 | 2.321 | +5,9 % |
| 2005 | 632.478 | 2.530 | +8,2 % |
| 2006 | 669.017 | 2.687 | +5,8 % |
| 2007 | 746.786 | 2.987 | +11,6 % |
| 2008 | 803.010 | 3.199 | +7,5 % |
| 2009 | 804.852 | 3.207 | +0,2 % |
| 2010 | 846.919 | 3.361 | +5,2 % |
| 2011 | 886.667 | 3.547 | +4,7 % |
| 2012 | 909.127 | 3.622 | +2,5 % |
| 2013 | 911.612 | 3.661 | +0,3 % |
| 2014 | 870.681 | 3.511 | -4,5 % |
| 2015 | 883.411 | 3.451 | +1,5 % |

| Tableau 3: Volumes traités par catégorie d'opérations | | | |
|---|----------------------|----------------------|------------------|
| Catégorie | 2014 | 2015 | Evolution |
| | Nombre | | % |
| Catégorie Opérations de crédit | | | |
| Virements papier | 2.489.991 | | |
| Virements automatisés | 6.466.253 | | |
| Versements | 55 | | |
| SCT (*) | 567.238.268 | 586.245.562 | 1,77% |
| SCT R | 654.672 | 654.738 | 0,01% |
| Contreparties opérations carte | 459.380.565 | 419.358.546 | -8,71% |
| Total (1) | 1.036.229.804 | 1.006.258.846 | -2,89% |
| Catégorie Opérations de débit | | | |
| Chèques | 2.041.467 | 1.521.757 | -25,46% |
| Terminaux points de vente (POS) | 175.249.263 | 221.944.354 | 26,64% |
| Guichets automatiques (ATM) | 21.015.641 | 19.830.586 | -5,64% |
| Cartes prépayées (PROTON) | 110.216 | 2.631 | -97,61% |
| Chèques impayés | 12.725 | 9.208 | -27,64% |
| Opérations carte de crédit | 25.924.399 | 27.179.135 | 4,84% |
| Autres | | | |
| Total (2) | 224.353.711 | 270.487.671 | 20,56% |
| Catégorie Domiciliations | | | |
| Recouvrements DOM80 | 7.490.431 | | |
| Remboursements DOM80 | 34.441 | | |
| Impayées DOM80 | 533.325 | | |
| SDD | 3.468.395 | 119.135.912 | |
| SDD R | 122.828 | 6.324.422 | |
| SDD C | 127 | 11.225 | |
| Total (3) | 11.649.547 | 125.471.559 | |
| | 1.272.233.062 | 1.402.218.076 | 10,22% |
| (*) : evolution % de 2015 à comparer avec la somme de Virements papier + Virements Automatisés + Versements + SCT de 2014. | | | |

| Volumes | 2014 | 2015 | 2014% | 2015% | % Différence |
|--|----------------------|----------------------|--------------|--------------|---------------------|
| Virements | 576.849.184 | 586.900.300 | 45,34% | 41,86% | 1,74% |
| Chèques | 2.041.467 | 1.521.757 | 0,16% | 0,11% | -25,46% |
| ATM/POS | 196.264.904 | 241.774.940 | 15,43% | 17,24% | 23,19% |
| Domiciliations | 10.958.826 | 119.135.912 | 0,86% | 8,50% | 987,12% |
| Autres (e.a. contreparties opérations carte) | 486.118.681 | 452.885.167 | 38,21% | 32,30% | -6,84% |
| | 1.272.233.062 | 1.402.218.076 | | | |

| Tableau 4: Montants traités par catégorie d'opérations | | | |
|---|------------------------|------------------------|------------------|
| Catégorie | 2014 | 2015 | Evolution |
| | Montants | | % |
| Catégorie Opérations de crédit | | | |
| Virements papier | 2.829.939.313 | | |
| Virements automatisés | 7.413.646.586 | | |
| Versements | 34.782 | | |
| SCT | 566.930.934.891 | 595.157.830.514 | 3,17% |
| SCT R | 471.887.183 | 477.809.054 | 1,25% |
| Contreparties opérations carte | 134.869.156.998 | 126.965.151.750 | -5,86% |
| Total (1) | 712.515.599.754 | 722.600.791.318 | 1,42% |
| Catégorie Opérations de débit | | | |
| Chèques | 20.748.058.746 | 11.273.367.004 | -45,67% |
| Terminaux points de vente (POS) | 72.188.653.023 | 75.928.478.456 | 5,18% |
| Guichets automatiques (ATM) | 11.469.812.532 | 5.219.086.870 | -54,50% |
| Cartes prépayées (PROTON) | 66.532.476 | 669.193 | -98,99% |
| Chèques impayés | 168.696.645 | 92.254.507 | -45,31% |
| Opérations carte de crédit | 51.144.280.584 | 45.817.211.142 | -10,42% |
| Autres | | | |
| Total (2) | 155.786.034.007 | 138.331.067.173 | -11,20% |
| Catégorie Domiciliations | | | |
| Recouvrements DOM80 | 1.823.932.841 | | |
| Remboursements DOM80 | 25.448.207 | | |
| Impayées DOM80 | 131.710.894 | | |
| SDD | 379.890.265 | 21.370.957.923 | |
| SDD R | 17.913.047 | 1.102.111.191 | |
| SDD C | 35.003 | 5.825.172 | |
| Total (3) | 2.378.930.257 | 22.478.894.287 | |
| | 870.680.564.018 | 883.410.752.778 | 1,46% |
| (*) : evolution % de 2015 à comparer avec la somme de Virements papier + Virements Automatisés + Versements + SCT de 2014. | | | |

| Montants | 2014 | 2015 | 2014% | 2015% | % Différence |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|--------|--------|--------------|
| Virements | 577.646.407.973 | 595.635.639.568 | 66,34% | 67,42% | 3,11% |
| Chèques | 20.748.058.746 | 11.273.367.004 | 2,38% | 1,28% | -45,67% |
| ATM/POS | 83.658.465.555 | 81.147.565.326 | 9,61% | 9,19% | -3,00% |
| Domiciliations | 2.203.823.106 | 21.370.957.923 | 0,25% | 2,42% | 869,72% |
| Autres (e.a. contreparties) | 186.423.808.637 | 173.983.222.956 | 21,41% | 19,69% | -6,67% |
| | 870.680.564.018 | 883.410.752.778 | | | |

Tableau 5: Overview 2015 - transactions en volumes et en montants par type de produit

| Type | Volumes | Montants | % Nombres | % Montants |
|------------------------------|---------------|----------------------|-----------|------------|
| Transactions cartes - crédit | 419.358.546 | 126.965.151.748,64 € | 29,91% | 14,37% |
| Transactions cartes - débit | 268.956.706 | 126.965.445.659,06 € | 19,18% | 14,37% |
| Chèques | 1.530.965 | 11.365.621.511,72 € | 0,11% | 1,29% |
| SCT | 586.900.300 | 595.635.639.568,31 € | 41,86% | 67,42% |
| SDD B2B | 2.305.592 | 7.578.809.942,13 € | 0,16% | 0,86% |
| SDD Core | 123.165.967 | 14.900.084.344,39 € | 8,78% | 1,69% |
| Total | 1.402.218.076 | 883.410.752.774,25 € | 100,00% | 100,00% |

Tableau 6 : Répartition des opérations remises et reçues par adhérent technique

| Etablissement | | Nombre d'opérations | | Montants (x 1000 EUR) | |
|---------------|----------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| | | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 |
| 008 | BNP PARIBAS FORTIS (*) | 502.944.658 | 560.707.186 | 424.200.183 | 424.767.914 |
| 050 | BELFIUS BANK (*) | 350.332.662 | 412.075.822 | 226.309.150 | 239.292.930 |
| 125 | BANQUE CPH | 6.891.596 | 7.266.279 | 3.225.324 | 3.500.655 |
| 150 | BC-MC (**) | 9.709 | 29.412 | 15.865 | 377.867 |
| 179 | COMMERZBANK A.G. (***) | 32.373 | | 58.014 | |
| 300 | ING BELGIUM (*) | 371.534.539 | 420.896.119 | 294.116.468 | 309.280.060 |
| 635 | NAGELMACKERS | 40.787.487 | 55.997.016 | 16.409.753 | 17.015.640 |
| 645 | BANK J. VAN BREDA & C° (*) | 18.133.352 | 18.834.261 | 13.820.681 | 15.139.913 |
| 666 | ATOS WORLDLINE (**) | 681.670.375 | 688.285.840 | 269.722.570 | 253.552.730 |
| 679 | BPOST (*) | 50.634.244 | 49.822.047 | 102.951.602 | 100.899.628 |
| 724 | THE ROYAL BANK OF SCOTLAND | 5.719.849 | 6.708.593 | 1.260.035 | 744.703 |
| 725 | KBC BANK (*) | 359.128.582 | 399.877.923 | 284.550.709 | 293.402.288 |
| 750 | AXA BANK EUROPE (*) | 45.132.540 | 53.818.651 | 30.713.945 | 32.788.189 |
| 850 | CRELAN | 53.881.347 | 60.352.588 | 36.554.741 | 37.264.908 |
| 890 | VDK SPAARBANK | 9.190.694 | 10.952.892 | 4.513.360 | 4.901.395 |
| 979 | ARGENTA SPAARBANK | 48.442.117 | 58.811.523 | 32.938.728 | 33.892.686 |
| | | | | | |
| | | 2.544.466.124 | 2.804.436.152 | 1.741.361.128 | 1.766.821.506 |

(*) Membres du conseil d'administration au 31/12/15

(**) Sous-adhérents avec accès technique direct

(***) Est devenu sous-adhérents de KBC en septembre 2014

| Tableau 7 : Définition des catégories statistiques | | | |
|---|--------------------|---------------------|---|
| Catégorie | Application | Code nature | Catégorie et Codes Produits CORE STET |
| <u>Opérations de crédit</u> | | | |
| Virements papier | 001 | 0, 1, 5, 6, 9 | AP1N0, AP1N1, AP1N5, AP1N6, AP1N9 |
| Virements automatisés | 006 | 0, 1, 5, 6, 9 | AP6N0, AP6N1, AP6N5, AP6N6, AP6N9 |
| | 001 | 3, 8, R, T | AP1N3, AP1N8, AP1NR, AP1NT |
| | 006 | 3, 8, I, R, T, W, Z | AP6N3, AP6N8, AP6NI, AP6NR, AP6NT, AP6NW, AP6NZ |
| Virements Européens (SEPA) | 101 | - | CT |
| | 102 | - | CTRET |
| Versements | 001 | E, F | AP1NE, AP1NF |
| | 006 | E, F | AP6NE, AP6NF |
| Contreparties opérations carte | 001 | C, P, X, Y | AC1NC, AC1NP, AC1NX, AC1NY |
| <u>Opérations de débit</u> | | | |
| Chèques | 004 | 1, 2, 5, X | AP4N1, AP4N2, AP4N5, AP4NX |
| Terminaux points de vente (POS) | 004 | 8, Y | AC4N8, AC4NY |
| Guichets automatiques (ATM) | 004 | 7, Z | AC4N7, AC4NZ |
| Cartes prépayées (PROTON) | 004 | P | AC4NP |
| Chèques impayés | 007 | 1, 2, 5, X | AP7N1, AP7N2, AP7N5, AP7NX |
| Opérations cartes de crédits | 004 | C | AC4NC |
| Autres | 004 | 9, I | AP4NI |
| | 007 | 9, I | AP7NI |
| <u>Domiciliations</u> | | | |
| Recouvrements | 002 | 0 | AP2N0 |
| Remboursements | 003 | 1 | AP3N1 |
| Impayés | 005 | 2 | AP5N2 |
| SEPA Direct Debit | | | DDCCU, DDBCU |
| SEPA Direct Debit - R-transacties | | | DDCRT, DDCRV, DDCRL, DDBRT, DDBRV, DDBRL |
| SEPA Direct Debit - C-transacties | | | DDCCL, DDBCL |

| <u>Legende SDD</u> | | |
|---------------------------|-------|---|
| | DDCCU | SDD Core collections First, One-off and Recurrent |
| | DDCRT | SDD Core Return |
| | DDCRV | SDD Core Reversal |
| | DDCRJ | SDD Core Reject |
| | DDCCL | SDD Core Cancellation |
| | DDBCU | SDD B2B collections First, One-off and Recurrent |
| | DDBRT | SDD B2B Return |
| | DDBRV | SDD B2B Reversal |
| | DDBRJ | SDD B2B Reject |
| | DDBCL | SDD B2B Cancellation |